

Cartographie des sites miniers dans l'est de la RDC



WALUNGU

Fiche d'information – Octobre 2022

Depuis 2021, IPIS a repris le travail de cartographie des sites minier à l'est de RDC, avec le soutien du programme Integrated Land and Resource Governance (ILRG) de USAID. Ce document reprend quelques résultats clés de la cartographie des sites miniers dans le territoire de Walungu, au Sud Kivu. Le document a été développé afin d'accompagner la présentation réalisée par IPIS auprès du Comité Local de Suivi (CLS) de Walungu en octobre 2022.

Au total, IPIS a visité 29 sites miniers dans le territoire de Walungu et 5 sites miniers à la frontière avec le territoire de Kabare. Les visites ont eu lieu du 9 juillet au 6 août 2022. Parmi ces 34 sites, 20 produisaient de la cassitérite, 14 de l'or, et 5 de la wolframite (Figure 1). Certains sites produisent plusieurs minerais, raison pour laquelle la somme de ces chiffres est plus élevée que le total des 34 sites miniers visités.

Tableau 1 : Nombre de sites visités

Territoire	Nombre de sites visités*	Nombre total de creuseurs	Nombre de creuseurs féminins	Nombre de creuseurs enfants (moins de 15 ans)
Walungu	29	4 674		
Kabare (Nindja)	5	714		
Total	34	5 388	959	102

Photo : Lavage de cassitérite à Mahamba, site minier couvert par iTSCi

De façon générale, le secteur minier de Walungu a connu des avancées importantes incluant le déploiement du mécanisme de traçabilité (iTSCi) depuis plusieurs années, la présence des agents des mines sur les sites miniers, et une amélioration de la situation sécuritaire. Cependant, quelques défis persistent et il est pertinent d'en discuter au niveau du CLS.



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



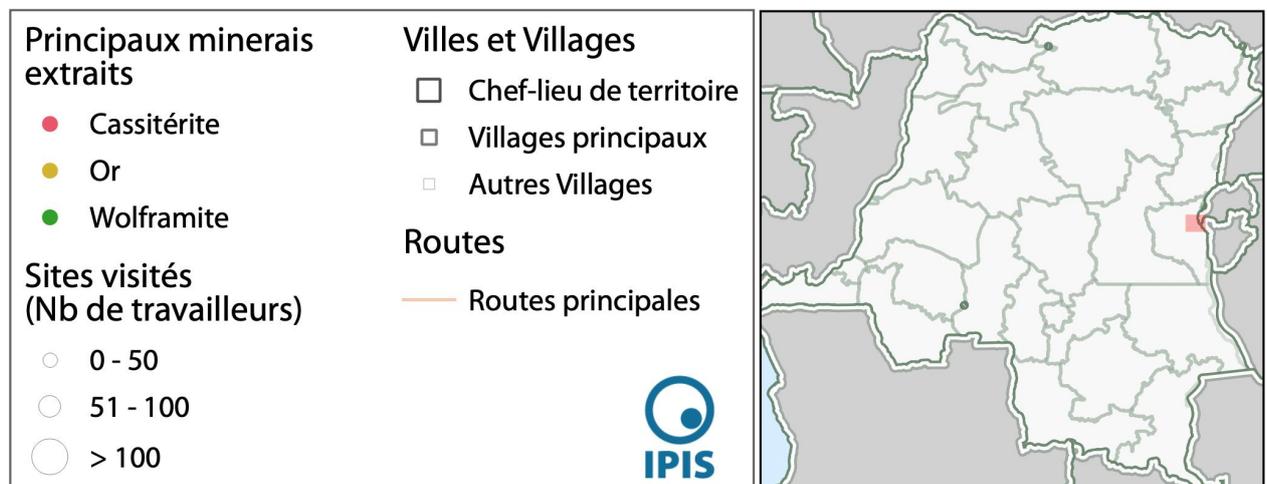
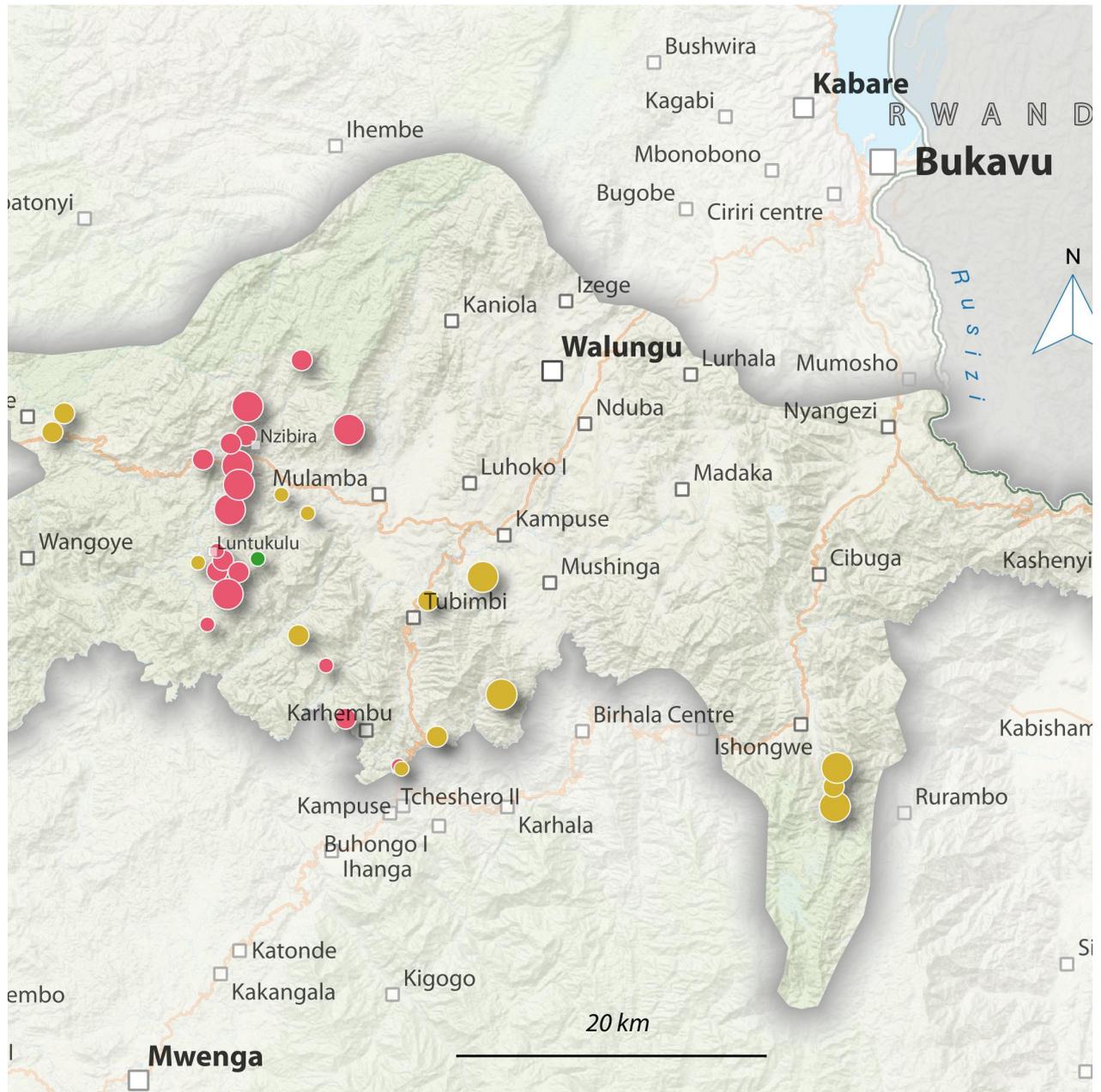


Figure 1 : Localisation des sites miniers visités à Walungu

Sécurité

Lors des visites des sites miniers par l'équipe d'IPIS dans le territoire de Walungu, la situation sécuritaire était relativement calme. Le calme a été observé autour des points de vente de Nzibira, Luntukulu, Nyamurhale, Mukungwe, Tubimbi et Kaziba.

En comparant les données collectées à Walungu avec celles des visites réalisées dans les sites miniers de l'est de la RDC en général en 2021 et 2022, les chercheurs ont noté moins d'**interférences d'acteurs armés** et de conflits.

De plus, plusieurs sites où IPIS avait enregistré une présence de groupes armés (Raïa Mutomboki) dans les années précédentes ont été démilitarisés en 2022. Le site minier Irambo, par exemple, était auparavant fréquenté par les Raïa Mutomboki. Actuellement, ces rebelles ne sont plus présents sur le site car leur chef Maheshe a déposé les armes.

Nous avons observé l'interférence d'acteurs armés sur 4 des 34 sites miniers visités :

- Les sites de Lukoma, Lubimbe et Kanosho dans la chefferie de Nindja (territoire de Kabare) ne sont pas sécurisés en raison de la présence des **Raïa Mutomboki**. Ces acteurs armés, commandés par le « général » Lukoba et son adjoint Mubangu, sont présents dans les forêts aux environs des sites miniers, et dans le Parc National de Kahuzi Biega ;
Ces derniers se dégagent des revenus en imposant des taxes sur la production minière. Dans les sites aurifères de Lubimbe et Kanosho, les chefs de puits sont obligés de payer 1 gramme d'or par semaine aux rebelles. Dans le site de cassitérite de Lukoma, le contrôle des Raïa Mutomboki est encore plus important. En plus des 10% de la production prélevés sur l'ensemble du site, tous les commerçants qui viennent vendre dans ce site doivent donner 10% de leurs marchandises (ou son équivalent) et tous les minerais qui quittent le site sont taxés avant leur sortie, 10 000FC par colis ;



Site minier artisanal d'or de Chidira, Tubimbi

- De plus, ces Raïa Mutomboki créent aussi de l'insécurité dans les villages. Ils y collectent des taxes par personnes interposées, et imposent aux chefs de village de leur envoyer une ration. Les chefs de village font à leur tour appel à tous les chefs de famille afin qu'ils puissent envoyer de la nourriture ou de l'argent aux rebelles et que ces derniers ne créent pas de désordre dans leur village ;
- Ces Raïa Mutomboki interfèrent également dans un **conflit coutumier** (dispute de pouvoir coutumier) dans la chefferie de Nindja, en territoire de Kabare.
- En parallèle des problèmes avec les Raïa Mutomboki, les exploitants du site Kanosho sont aussi escroqués par les **gardes des parcs**. Ces derniers demandent une somme de 50 US\$ par mois par puit.
- Dans le site de Chidira, IPIS a observé que des éléments des **FARDC**, ayant leur camp dans le village proche du site (Bwahungu), passent chaque semaine pour collecter 1 000 FC par puit auprès des chefs des puits. Cependant, le comportement de ces militaires n'est pas abusif, ils collectent cet argent pour leur ration.
- Le long de la route, autour de Nzibira, il y a des **barrières** où les éléments des FARDC, ainsi que d'autres acteurs étatiques, interviennent dans la chaîne d'approvisionnement des minerais. Les négociants et les transporteurs doivent payer pour le passage avec leurs colis de minerais. Cependant, il a été signalé que certains négociants ont développé des liens solides avec certains officiers militaires afin de ne pas être inquiété à ces barrières.

Tensions sociales et économiques

En parallèle de l'interférence des acteurs armés, IPIIS a également noté quelques autres tensions dans la zone de l'étude. Notamment :

- Il existe dans certains sites des conflits entre les **exploitants miniers et les agriculteurs** (concessionnaires). Ces tensions ont par exemple conduit à la suspension temporaire des activités dans le site minier de Nyamugengula 2 par la Police des mines (PMH), après de sérieuses bagarres. Les travaux sont à l'arrêt sur ce site depuis le mois d'avril 2022 ;
- Un conflit entre deux **coopératives** minières dans le site minier de Butuzi, à Kaziba.
- A Luntukulu, la population s'inquiète de la présence des travailleurs chinois de l'**entreprise Yellow Water Resources**. Cette entreprise a commencé par construire une route depuis Nzibira jusqu'à la limite du territoire de Walungu, Mwenga et Shabunda. Par la suite, elle a démarré l'exploitation de l'or dans la rivière Mushanguli à Kibondo. Des témoignages soulignent que l'entreprise a chassé les creuseurs, en les dédommageant avec 30 US\$ chacun.
- A Nyamugengula, des soucis ont été soulignés à l'égard de l'utilisation d'équipements lourds par une **entreprise** coréenne travaillant en collaboration avec quelques coopératives minières.



Site minier de Chinda, exploitation d'or et de wolframite

Contrôle étatique

Les services techniques du ministère des Mines (SAEMAPE et Division des Mines) sont présents sur la quasi-totalité des 34 sites miniers visités. (Voir tableau 2) Seuls les sites contrôlés par les Raïa Mutomboki, dans le territoire de Kabare, ne peuvent pas être visités par les services étatiques.

Tableau 2 : Présence des acteurs étatiques sur les sites miniers

Service	Nombre de sites miniers	Nombre de creuseurs
Chefferie	34	4 488
SAEMAPE	32	4 905
Division des Mines	31	4 305
PMH	3	1 700

Cependant, de manière générale, les creuseurs et négociants se plaignent beaucoup des agents étatiques, en raison d'un manque de soutien technique. Creuseurs et négociants considèrent que les agents étatiques s'occupent surtout des taxes, ce qui implique qu'on les appelle souvent « taxateurs ».

Il semble que l'autorité la plus importante dans le secteur minier artisanal du territoire de Walungu soit la chefferie. Les représentants de la chefferie sont présents sur tous les sites miniers, et de manière plus fréquente que ceux de SAEMAPE et de la Division des Mines. Tandis que la chefferie est présente au moins une fois par semaine sur 28 sites miniers, ceci est seulement le cas pour SAEMAPE et Division des Mines sur 17 et 11 sites miniers respectivement. Néanmoins, les communautés minières se plaignent également que le pouvoir coutumier taxe beaucoup les minerais, même en dehors de ce que la réglementation prévoit, sur les sites miniers ainsi qu'aux barrières routières.

Traçabilité

Il est très prometteur pour le secteur stannifère de Walungu que le système de traçabilité soit établi depuis plusieurs années. Sur 22 sites miniers visités où l'on produit de la cassitérite ou de la wolframite, 15 sont couverts par le système de traçabilité iTSCi.

Sur plusieurs sites autour de Nzibira et Luntukulu - comme Chaminyago, Mahamba, Mushangi D8, ZolaZola, Colline 6 et Misheke G18 - le système semble bien fonctionner pour le moment.

Cependant, plusieurs défis se présentent pour la traçabilité des minerais :

- Le site minier de Lukoma est contrôlé par les Raïa Mutomboki. Bien que ce site ne soit pas couvert par le système de traçabilité, des minerais seraient tagués avec le nom des sites Kachuba et Muhinga, d'autres minerais passent par la chefferie de Nindja à Ihembe jusqu'à Bukavu ;

Ceci est rendu possible en raison de pratiques d'étiquetage moins méticuleuses sur certains sites couverts par le système iTSCi. A Kachuba, par exemple, l'étiquetage se fait dans le site mais les représentants du programme, notamment SAEMAPE, se rendent de manière irrégulière au site. Pour le cas de Muhinga, l'étiquetage se ferait à Nzibira centre, à plus ou moins 45 minutes du site ;

- En réalité, l'étiquetage s'effectue à Nzibira pour plusieurs sites miniers qui sont éloignés ou même non couverts par le mécanisme d'iTSCi. C'est par exemple le cas pour les sites de Bushushu, Chinda, Irambo, Kalongo, etc.
- Autour de Luntukulu, il y en a encore quelques sites dans lesquels l'étiquetage est réalisé de manière négligée, comme à Kilimankwale et Nyampeho ;

- De plus, des rumeurs persistantes suggèrent que l'on continuerait à mettre des tags à Nzibira sur des lots des minerais venant du territoire de Sabunda (Kigulube et ses environs).

Un autre problème des chaînes d'approvisionnement des minerais concerne les minerais mixtes. La valeur du coltan est élevée pour le moment et il semblerait qu'à Nzibira, des acteurs mélangent le coltan avec la cassitérite dans le but de payer moins des taxes.

Santé

L'utilisation de mercure a été signalée sur 4 sites miniers et spécifiquement dans les quelques sites visités dans la chefferie de Kaziba (dans le sud-est de Walungu).



Exploitation aurifère le long de la rivière Kadubo

Figure 2 : Les sites en bleu sont les sites où le mercure est utilisé pour le traitement de l'or.

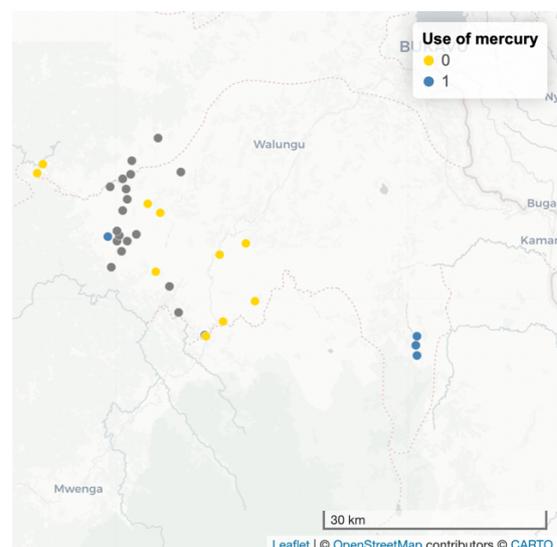


Tableau 3 : sites miniers visités

Site minier	Chefferie	Groupement	Nombre de creuseurs	Minerais principal
Nyamurhale	Ngweshe	Lubona	340	Or
Chaminyago	Ngweshe	Mulamba	120	Cassitérite
Mahamba	Ngweshe	Mulamba	80	Cassitérite
Nyamugengula1	Ngweshe	Mulamba	45	Or
Nyamugengula2	Ngweshe	Mulamba	30	Or
Mushangi D8	Ngweshe	Mulamba	150	Cassitérite
Zolazola D23	Ngweshe	Mulamba	120	Cassitérite
Tchoshoh	Ngweshe	Kaniola	300	Cassitérite
Tchembeke	Ngweshe	Kaniola	80	Cassitérite
Lukoma	Nindja (terr. Kabare)	Luhago	383	Cassitérite
Kachuba	Nindja (terr. Kabare)	Luhago	83	Cassitérite
Muhinga	Nindja (terr. Kabare)	Luhago	70	Cassitérite
Lubimbe	Nindja (terr. Kabare)	Luhago	78	Or
Kanoshoh	Nindja (terr. Kabare)	Luhago	100	Or
Mushebeyi	Ngweshe	Mulamba	30	Cassitérite
Colline 1	Ngweshe	Mulamba	60	Cassitérite
Colline 6	Ngweshe	Mulamba	65	Cassitérite
Kilimankwale	Ngweshe	Mulamba	100	Cassitérite
Bushushu	Ngweshe	Mulamba	50	Wolframite
Nyampeho	Ngweshe	Mulamba	50	Cassitérite
Misheke G18	Ngweshe	Mulamba	600	Cassitérite
Namadava	Ngweshe	Mulamba	50	Or
Luntukulu	Ngweshe	Mulamba	40	Cassitérite
Chinda	Ngweshe	Mulamba	85	Or
Irambo	Ngweshe	Mulamba	50	Cassitérite
Chidira	Ngweshe	Tubimbi	60	Or
Kalongo	Ngweshe	Tubimbi	50	Cassitérite
Rivière Kadubo	Ngweshe	Tubimbi	40	Or
Karembo	Ngweshe	Tubimbi	53	Cassitérite
Mufa	Ngweshe	Tubimbi	90	Or
Mukungwe	Ngweshe	Mushinga	1500	Or
Changoboka	Kaziba	Kashoze	106	Or
Malinji	Kaziba	Kashoze	80	Or
Butuzi	Kaziba	Butuzi	250	Or